

Le catholicisme social: Les succès dans le passé – les objectifs pour l’avenir.

Arnd Küppers

Le catholicisme social comme mouvement progressif est né au moment lorsque l’Eglise lança la campagne antimoderniste, la négation de tout ce que le temps moderne a apporté en acquisition libéral. L’antimoderniste a son origine dans la révolution française et dans le conflit entre l’Eglise et l’Etat né pendant la révolution et s’est répandu au 19^{ème} siècle. L’Eglise a dû gérer la perte du pouvoir politique, économique et culturel dans un délai de quelques années, un pouvoir qu’elle a accumulé pendant des siècles. Le *Reichdeputationshauptschluss (1803)* a lancé, en Allemagne, la sécularisation des états spirituels de l’Empire et la nationalisation des biens ecclésiastiques et l’Eglise a perdu sa protection politique avec la suppression du *Saint Empire romain teutonique (1806)*. Les décisions de la *Conférence de Vienne (1815)* a mis des millions de catholiques de la vallée du Rhin et de la Wesphalie sous le pouvoir des princes protestants, un traumatisme pour beaucoup de catholiques, prêtres et laïcs, qui a marqué toute l’histoire de l’Eglise pendant le 19^{ème} et d’une partie du 20^{ème} siècle en Europe.

Les essais de la réception catholique de la philosophie de *l’Aufklärung* ont cédé à une critique fondamentale concernant l’autonomie sur le plan de la pensée éclairée et libérales après la révolution française. C’était le début de l’ultramontanisme, un mouvement dirigé contre l’esprit du temps et de la tutelle de l’Eglise par l’Etat. L’ultramontanisme s’est répandu, en Allemagne, à partir des années 1840 et on nommait sur les sièges épiscopaux des évêques de cette tendance. Mais ce mouvement n’a pas été uniquement une prise de position politique ecclésiale mais aussi culturelle qui a provoqué la naissance du catholicisme moderne. L’antimodernisme, la cléricatisation et l’uniformité de l’Eglise étaient seulement un côté de la médaille. Car, de l’autre côté, on constate la naissance d’une croyance populaire de la foi et de la vie chrétienne. L’espace extra-ecclésial est pris en charge par une vie associative catholique. C’est la naissance d’un milieu catholique, le « Catholicisme comme forme sociale »ⁱ qui a marqué fortement l’histoire pendant plus d’un siècle. L’historien Thomas Nipperdey l’appelle « la subculture catholique » d’une densité inouïe.ⁱⁱ

Une ruse de l’histoire, la cléricatisation croissante et l’hiérarchisation de la vie chrétienne étaient égalisés par la mobilisation en masse dans ce mouvement social laïc. Les laïcs et le bas clergé n’ont pas eu la parole au niveau de l’hiérarchie mais dans la vie politique et sociale ils ont eu une place importante. D’autre part, dans ce « catholicisme du milieu social » le facteur catholique unifiant faisait disparaître en grande partie l’appartenance à une classe sociale. C’est aussi la raison pour quoi le catholicisme politique naissant a pu aborder et thématiser la question sociale très tôt ouvertement. C’est aussi la raison pourquoi le parti politique *Zentrum* est devenu le premier parti populaire dès 1870 élu par la plupart des catholiques de toutes les

couches sociales. Georg von Herting (1843-1919) et Franz Hitze (1851-1921) faisaient partie du parti Zentrum et ils étaient les spécialistes renommés de la politique sociale dans le Royaume Impérial. Hitze était aussi le fondateur du *Volksverein für das katholische Deutschland* chargé de la formation sociopolitique des syndicalistes chrétiens et de la défense des idées du catholicisme social. L'association comptait environs 800.000 membres et 15.000 collaborateurs bénévoles avant la Première Guerre mondiale. Le catholicisme catholique était le deuxième mouvement social après la social-démocratie en Allemagne.

La social-démocratie et le catholicisme catholique défendaient le même thème : *Arbeiterfrage* (La situation de l'ouvrier). L'autonomie de la personne, héritage de la philosophie de l'Aufklärung, doit être respectée aussi dans le travail et dans l'économie. Le but était l'introduction de la liberté du choix de la profession et de l'activité professionnelle au début du 19^{ème} siècle. Le fait que le contrat formellement libre pour l'ouvrier s'est perverti à un document de servitude et il est devenu la marque choquante d'une expérience de toute une époque. Karl Marx a commenté cette situation avec un ton sarcastique propre à lui que le marché de travail est « un jardin d'éden des droits de l'homme innés ».ⁱⁱⁱ

Marx opte pour l'idée de la réponse révolutionnaire à la question sociale. Son programme révolutionnaire a pesé sur la jeune démocratie sociale pendant des dizaines d'année. Marx critiquait le mouvement syndical naissant parce qu'il se bat pour une augmentation de salaire et pour une amélioration des conditions de travail, alors qu'il faut se battre contre les raisons et non contre les effets de cette injustice et qu'ils se battent contre la direction et non contre le mouvement de base, alors qu'ils pratiquent une méthode palliative qu'au lieu de prendre le mal par la racine (...). Au lieu de réclamer 'un salaire journalier juste pour un labeur juste' il devrait écrire sur l'étendard la solution révolutionnaire 'à bas avec le système du salaire' ».^{iv}

La connexion inséparable du travail payé et l'aliénation du travail qui est fondamentale dans l'analyse de la question sociale chez Marx et qui à travers tout son programme politico-économique est à la base de la différence fondamentale avec le catholicisme social. Le catholicisme a connu aussi des forces traditionnels qui rêvaient d'une réorganisation corporative de la société industrielle cependant le mainstream du catholicisme social suivit la réforme sociale à partir de la fondation du Royaume. L'évêque des travailleurs de Mayence, Wilhelm Emmanuel von Ketteler, a exposé la réforme sociale dans son exposé devant la conférence des évêques à Fulda : « Puisqu'on ne peut pas renverser tout le système, il est important de l'adoucir de toute les suites négatives et de chercher les remèdes aussi pour les ouvriers et ce qui est bon au système et faire participer tous aux bénédictions. ».^v

La critique de Ketteler du capitalisme pratiqué et des conditions de travail n'était pas moins forte que la critique de Marx. La différence profonde était que ni Ketteler ni le catholicisme social ont été opposés radicalement aux relations entre salaire et travail que Marx. Ils étaient opposés aussi à la conception « du laissez-faire-libérale » contemporaine de la force libérale pour l'organisation du contrat de travail. Ketteler était

pour une législation de protection de l'ouvrier, pour une organisation syndicale des travailleurs et aussi pour le droit de grève. La dernière demande est remarquable étant donné que la grève comme élément du conflit social était encore très discutée, pas seulement chez les catholiques engagés dans les syndicats et dans la politique sociale mais aussi dans la doctrine sociale du Magistère de l'Église. Le conflit social est vu comme un élément de la lutte de classe comme il est bien au centre de la théorie marxiste et en regardant la réalité des explications au 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle. L'idée de la lutte de classe est en opposition radicale aux idéaux de la société traditionnelle du catholicisme qui défend, à l'origine, une conception organique de la société où l'intérêt commun est au centre.

L'idée de la convention collective, règlement collective contractuelle pour les conditions de travail et pour les salaires trouvait, dès le début, le consensus des employés et des employeurs à cause de l'orientation sociale et de l'intérêt commun du catholicisme social. Le porte parole pour la politique sociale du parti Zentrum, Franz Hitze, demanda déjà en 1898 « de remplacer le règlement individuel du contrat du travail comme aussi du salaire (...) par le 'collectif' d'une association collective. ». Le gouvernement en général, était critique et l'industrie en opposition vis-à-vis l'idée d'une convention collective. Il a réagi en disant que de « fortifier les syndicats est la meilleure action pour empêcher la lutte de classe. » Hitze possédait une presbytie incon nue. Habermas l'a confirmé en 1981 en disant : « L'institutionnalisation juridique du conflit tarifaire est devenu une politique réformiste comme fondement de la pacification de la lutte de classe. »^{vi} Cet amortissement de la rigueur sociale et l'encadrement sont à l'origine du fait que le capitalisme a battu le communisme, car, sous ces conditions, le porteur désigné de la révolution future, le prolétariat, se découd lui-même.^{vii}

Dès le début, le catholicisme catholique voulait transformer le système du contrat tarifaire dans un partenariat tarifaire ou encore dans un partenariat social. Le catholicisme social a contribué à développer une culture sociale basée sur le consensus avec cette approche d'un idéal social en Allemagne qui, en somme, était et est encore le progrès institutionnel des 150 dernières années. Cependant, aussi dans ce domaine le catholicisme social peut présenter un bilan favorable notamment dans l'histoire brève de la République Fédérale comme aussi dans développement de l'économie social du marché. Le catholicisme social a travaillé avec succès et en 2004 Ralf Dahrendorf pouvait constater : Celui qui parle en Allemagne de l'économie social du marché parle de Ludwig Erhard et de la doctrine sociale de l'Église catholique, les choses incompatibles qui ont marqué la jeune CDU et CSU et le font jusqu'aujourd'hui et que le SPD a choisi après Bad Godesberg, en 1960, et encore beaucoup plus tard Karl Schiller.^{viii}

La position de Dahrendorf était une position critique et le choix du mot « incompatible » le prouve. Il a pris cette position à l'époque de l'Agenda 2010 et Dahrendorf libéral qu'il est voulait dire que pour fortifier l'économie sociale du marché on a besoin moins de doctrine sociale de l'Église – pour Dahrendorf un synonyme pour le politique sociale et pour un synonyme pour un marché libre. La demande dans cette

globalité a survécu. La crise financière dans les années 2007 à 2009 est bien la preuve que le libéralisme néolibéral primitif avec ses demandes globales de plus de marché et moins d'Etat a échoué. La crise a bien montré que certaines mesures juridiques et sociales – comme le salaire pour chômage partiel – peuvent être utiles pour faire passer une économie nationale par une crise pareille sans trop grandes blessures. La discussion autour de la politique économique est devenue beaucoup plus différenciée après cet épisode décisif. La pensée de l'ordre politique a de nouveau pris le dessus de l'idéologie du néolibéralisme dans sa forme vulgaire. L'ordre politique est une idée clé du néolibéralisme dans sa forme originelle exigeante chez Walter Eucken et d'autres ; d'ailleurs elle est remarquablement proche de l'ordre éthique de la doctrine sociale de l'Eglise. Le catholicisme social devrait profiter du moment et collaborer pour que l'opposition absurde entre la politique économique et la politique sociale s'arrête. Il faut qu'une politique sociale moderne soit pensée dans un ordre politique. Une politique sociale devrait arriver aux buts sociaux par des instruments qui respectent les fonctionnalités du marché, surtout la concurrence correcte et la fixation libre du prix. La politique économique par contre devrait toujours s'orienter vers la justice sociale. L'injustice sociale n'est pas seulement un problème moral mais elle provoque aussi des frais occasionnels et cela a été révélé clairement aussi par les années de crise. Chaque économie nationale doit s'adapter, aujourd'hui, à la globalisation du marché. En même temps, elle doit être attentive à ce que chaque citoyen a sa part équitable du bénéfice élaboré par l'économie nationale. La demande de l'évêque Ketteler de 1869 n'a pas perdu son actualité aussi à l'époque de la globalisation et garde son actualité programmatique : « Puisqu'on ne peut pas renverser tout le système, il est important de l'adoucir de toutes les suites négatives et de chercher les remèdes comme aussi pour les ouvriers et ce qui est bon au système et faire participer tous aux bénédictions. »

La critique de l'économie qui est dans la fleur des âges a commencé vers le changement du millénaire. Elle n'est venue pas seulement du marché libéral mais aussi de la gauche, surtout du sociologue danois, Gosta Esping-Anderson avec son livre *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Il désigne l'état-providence comme il existe en Allemagne et en Autriche comme « conservateur » et « corporatif ». Pour lui, ce système est meilleur dans le système anglo-saxon archétypique comme aux Etats-Unis mais pire que le modèle scandinave qui est un état de providence fort. Il intègre tous les citoyens indépendamment de leur statut professionnel ou social dans un même système de la sécurité sociale et il traite tous sur un niveau élevé et garanti et sur le même pied d'égalité.

Entretemps, cette critique aussi a survécu. L'Etat de providence scandinave est arrivé à ses limites à cause des frais et a dû alléger énormément. Danemark mais aussi Finlande ont pris congé du « modèle scandinave » idéalisé par Esping-Andersen. Le « principe de la subsidiarité » (« corporatif » et conservateur) vénérable de la doctrine sociale de l'Eglise et méprisé par Esping-Andersen est devenu très populaire comme principe d'orientation pour les réformes structurelles parce qu'il est le chemin entre « skylla » de l'étatisme et le « charybdis » de la société du marché pur.

Cependant, Ebing-Andersen a raison lorsque il constate que la pression d'adaptation sur un Etat de providence ne vient pas seulement par la globalisation qui change les conditions mais aussi par le changement socio-économique. Le contrat de travail classique n'est plus une normalité comme la famille qui est un mariage à vie avec deux enfants au moins et ou le père travaille en plein temps et la mère peut-être à mi-temps. L'érosion de la famille fait mal à certains dans l'Eglise catholique. Cependant, aussi l'Eglise catholique ne peut plus construire sur une évidence qui n'existe plus. Le Jésuite et déontologue Hermann Josef Wallraff a raison lorsqu'il constate : « La doctrine sociale de l'Eglise est un système avec des phrases ouvertes, qui sont à adapter aux défis sociaux dans un temps donné et doivent être remplis de fond. »^{ix}

La question sociale ne se pose plus comme au 19^{ème} siècle à la naissance du catholicisme social. La ligne des conflits sociaux ne passe plus comme autre fois entre le capital et le travail, entre « d'en haut » et « d'en bas ». La ligne des conflits passe plutôt entre ceux qui sont « dedans » et ceux qui sont « dehors », ceux qui sont exclus des ressources centrales économiques, sociales et culturelles de notre société. Contrairement au prolétariat du 19^{ème} siècle, le groupe qui est concerné par ce problème est très hétérogène. Il est composé des chômeurs de longue date, des employés, qui ont un emploi précaire, les handicapés, de parent unique et des enfants des milieux défavorisés ou des migrants. Une fois de plus, il est de l'importance que le catholicisme social fortement orienté vers le bien commun a reconnu plutôt ce défi que d'autres. Déjà en 1986, les évêques américains ont élargie le terme classique de la justice sociale en introduisant le terme « inclusion » qui parle de la « justice participative » dans leur lettre pastorale « *Economic Justice for All* ». ^x Aujourd'hui, ce terme est repris par beaucoup de monde. Malgré cela, 30 ans après les défis sociaux énormes le fait viennent que des millions de réfugiés et de migrants sont venus plus que jamais. La crise des réfugiés a réveillé également la richesse des ressources de solidarité trouvable dans la société et surtout dans l'Eglise. Le catholicisme social n'est pas mort, mais bien vivant, même dans une vue qui n'est pas la vue d'autrefois.

ⁱⁱ Karl Gabriel: Christentum zwischen Tradition und Postmodernismus. Freiburg i.Br. 1992, 80 S.

ⁱⁱⁱⁱ Thomas Nipperdey: Deutsche Geschichte 1866-1918, Erster Band. Arbeitswelt und Bürgergeist. Sonderausg., München 1998, 439 S.

ⁱⁱⁱ Karl Marx: Das Kapital. Kritik der Politischen Ökonomie (Marx-Engels-Werke 23-25). Berlin 1962-64, Bd. 1, 189 S.

^{iv} Karl Marx, Lohn: Preis und Profit, in: Marx-Engels-Werke. Bd. 16, Berlin 1962, S. 101-152, hier: S 152.

^v Wilhelm Emmanuel von Ketteler: Anspruch vor der Fuldaer Bischofskonferenz vom 05.09.1869. In: Sämtliche Werke und Briefe, hrsg. v. E. Iserloh, Bd. 1.2, Mainz 1977, S. 429-451, hier: S. 438.

^{vi} Franz Hitze: Die Arbeiterfrage und die Bestrebungen zu ihrer Lösung. 4. Aufl., Mönchengladbach 1905, S.14.

^{vii} Fran Hitze: Reichstagsrede zur Bedeutung der Gewerkschaftsvereine (1898). In: Gabriel, Karl/Große Kracht, Hermann-Josef (Hrsg.): Franz Hitze (1851-1921). Sozialpolitik und Sozialreform, Paderborn u.a. 2006, S. 225-232, hier: S. 231.

^{viii} Jürgen Habermas: Theorie des kommunikativen Handelns: Frankfurt a.M. 1981, Bd. 2, S. 510.

^{ix} Hermann Josef Wallraff: Katholische Soziallehre – Leitlinien der Entwicklung? Eigenart, Wege, Grenzen, Köln 1975, S. 26 ff.

^x Vgl. hierzu Arnd Küpers: Soziale Gerechtigkeit im Verständnis der Katholischen Soziallehre. In: Handbuch der Katholischen Soziallehre, Berlin 2008, S. 165-174.